

Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK
Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom
Band: - (1941)
Heft: 995

Artikel: La politique économique de la Suisse
Autor: Béguin, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-692274>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE LA SUISSE.

Nous avons déjà entretenu à plusieurs reprises les lecteurs de ces chroniques des difficultés économiques dans lesquelles la Suisse se débat. Pour le moment, elles ne sont pas insurmontables, et nous savons tous, du premier au dernier, que notre sort est resté enviable et privilégié pendant ces deux premières années de la guerre européenne. Si elles nous inquiètent, c'est qu'elles pourraient fort bien, au gré de circonstances dont nous ne sommes pas les maîtres, s'aggraver singulièrement. Nos autorités font ce qu'elles peuvent pour préparer les parades nécessaires et leur action doit se développer sur deux fronts.

Il est un travail qu'il faut sans cesse remettre sur le métier. Il faut constamment négocier avec les deux groupes de belligérants, obtenir des uns et des autres des facilités et des concessions qu'on ne nous concède pas toujours volontiers et que nous ne pouvons pas toujours accepter, parce qu'elles sont souvent mal interprétées ou parce qu'elles portent ombrage à l'un des camps en présence. La pratique de la neutralité se révèle difficile, sur le plan économique comme sur le plan politique.

L'économie suisse présente ce trait particulier, dans les circonstances actuelles, que nous entendons maintenir nos échanges avec toutes les parties du monde, mais que nous sommes étroitement dépendants de nos voisins immédiats. En redoublant d'efforts pour que des portes restent entr'ouvertes dans les barrières du blocus et du contre-blocus, nous songeons à maintenir intégralement notre neutralité, à ne pas devenir exclusivement dépendants, pour notre approvisionnement et notre ravitaillement, d'une coalition. Mais nous songeons aussi à l'avenir. Nous avons toujours vécu de nos exportations. Nous avons toujours eu besoin d'importations massives pour nourrir un peuple trop nombreux sur un sol trop pauvre. Nous ne voulons pas perdre les positions que nous avons conquises sur le marché mondial et dont dépend l'existence même de notre industrie. En outre, nous entendons prouver que nous restons fermement attachés à un idéal de véritable collaboration internationale et intercontinentale et que nous tenons l'austérité pour une dangereuse utopie, pour un élément d'appauvrissement.

Malheureusement, à cet égard, notre liberté d'action est très limitée et c'est précisément ce que l'on ne comprend pas dans certains pays. La Suisse est encerclée. Toutes ses frontières sont surveillées par les pays de l'Axe. Toutes ses voies de communication sont entre les mains des mêmes puissances. C'est dire qu'elle ne peut pratiquement rien importer et rien exporter sans leur autorisation ou leur accord formel. C'est dire aussi que son commerce extérieur dépend d'une entente avec ces Etats continentaux. Est-ce à dire que nous subissons passivement leur loi et que des arrangements commerciaux nous sont imposés? Nullement. Jusqu'ici, la Confédération helvétique a eu l'insigne privilège de pouvoir négocier librement avec ses partenaires. De part et d'autre, il a fallu de la patience pour arriver à un résultat relativement satisfaisant. Et comme M. le conseiller fédéral Stampfli, notre ministre de l'économie publique, avait le courage de le rappeler publiquement l'autre jour, si nous avons négocié pendant huit mois avec le Reich, c'est parce que nous avons tenu à obtenir la possibilité de commercer, à travers les lignes du contre-blocus, avec les pays anglo-saxons et avec les continents d'outre-mer.

En Suisse, nous ne pouvons nous défaire de l'impression que cette politique a été mal récompensée et qu'elle a été interprétée sans compréhension réelle de nos possibilités. La réponse est venue: l'Angleterre a décidé de contribuer encore à notre approvisionnement alimentaire, mais de ne plus délivrer de *navycerts* pour des matières premières. Cette mesure a peiné et surpris tous les Suisses qui savent quelle persévérance et quelle fermeté il faut actuellement pour maintenir une neutralité scrupuleuse au sein de l'Europe. Ils savent que leurs autorités ont veillé avec une magnifique conscience à ce qu'aucune matière importée d'un belligérant ne profite à ses adversaires, sous quelque forme que ce soit. Ils savent qu'aucun reproche fondé n'a pu nous être adressé à ce sujet. Ils se demandent si la Grande-Bretagne agit réellement dans son propre intérêt, en nous soumettant à un blocus d'une rigidité absolue, puisqu'elle nous force ainsi à acheter les matières indispensables à nos besoins intérieurs chez leurs adversaires et cela à des prix extrêmement onéreux qui ont pour effet de vider nos caisses et de transférer des devises par dessus le Rhin.

Pour le moment, les négociations ont repris des deux côtés. Le ministre de Suisse à Londres est venu faire rapport. Il repartira avec de nouvelles instructions. Il tentera d'obtenir des allègements. Mais notre inquiétude n'en est pas moins grande: même si la Grande-Bretagne nous témoignait une compréhension entière que nous nous croyons en droit d'attendre de tous les belligérants, une extension des hostilités au bassin de la Méditerranée et à l'Afrique septentrionale risquerait de couper pratiquement les voies de communication qui auraient été rouvertes théoriquement.

L'autre front sur lequel nos autorités doivent lutter est celui des prix. Depuis le début des hostilités, le coût de l'existence a renchéri de plus de 30%. Les salaires ne suivent pas au même rythme. Ils ne le pourraient pas sans créer rapidement un danger d'inflation, parce que l'adaptation des prix aux salaires et des salaires aux prix est comme une vis sans fin. D'autre part, les industriels se trouvent ici dans une situation très épineuse, car ils sont soumis à une pression très dure. Ils doivent acheter à l'étranger à des prix très onéreux. Mais, pour vendre, ils doivent calculer au plus près. C'est assez dire que notre économie travaille à perte. Non seulement nous consacrons une grande partie de la richesse nationale à la défense militaire du pays, mais nous mobilisons tous nos capitaux pour maintenir la marche aussi normale que possible de nos industries.

Cela n'est pas toujours compris à l'intérieur du pays. Ce ne l'est pas non plus à l'extérieur. Certes, nous achetons très cher certaines matières premières qui ne sont pas absolument indispensables, qui ne sont pas de première nécessité, parce que nous ne pouvons pas choisir entre divers fournisseurs, parce que les effets conjugués du blocus et du contre-blocus ne nous laissent, la plupart du temps, qu'une porte ouverte pour notre ravitaillement. La loi de l'offre et de la demande ne joue plus. Surtout, nos autorités estiment qu'il n'est pas de sacrifice trop lourd ou de dépense trop onéreuse, quand il s'agit de donner du travail à nos ouvriers. Nous ne demandons pas à vivre plus confortablement que d'autres. Nous sommes prêts à prendre notre part des sacrifices qui sont imposés à tous les peuples. Mais nous savons aussi que notre résistance militaire et morale sera d'autant

mieux assurée que chacun conservera le seul bien qui fasse la vie digne d'être vécue : le travail.

Rapprochons ces deux causes : le blocus qui n'a point d'égards suffisants pour notre situation très particulière et notre ferme volonté de donner du travail à tous, coûte que coûte, et l'on comprendra les principes majeurs de la politique économique de la Suisse. Elle n'est point utilitaire, comme certains osent le prétendre. Elle est dominée par une règle essentielle qui commande toutes nos attitudes : la résolution de rester pleinement indépendants.

Pierre Béguin.

THE GREAT SWISS MYSTERY.

Under this and similar titles the following article appeared in some of the provincial dailies; it was published first in the "Evening Standard," November 27th. It contains little news matter which is not already known to our readers but underlines the very unsatisfactory state of affairs which exists as far as the despatch and/or receipt of newspapers is concerned. We have recently received Swiss dailies dated August and beginning of October all in one batch and from the postage marks it would appear that the reasons for delay are to be found on this side. Conversely English papers have always been at a high premium in Switzerland; we remember well the exorbitant prices that used to be exacted at the newspaper kiosks in normal times. —

A Swiss recently asked a German official, "Why is it that you have left us alone?" To which the German replied, "Why shouldn't we? We have four million prisoners, who work for us and who feed themselves." There is some truth in this answer, but only some. Switzerland presents an astonishing picture to-day. For these four million "prisoners" of the Nazis have probably the finest defensive army, with some of the best equipment in all Europe. This army and its fierce spirit of independence has a great deal to do with Swiss immunity, and so has the St. Gotthard Tunnel. This trilogy — the "prisoners," the army and the tunnel — make up the Swiss in the midst of this war.

Switzerland is surrounded by Axis Powers except for a small stretch of Vichy France, but the Germans control all Swiss exports through this gap. All the great engineering factories are working day and night for Germany. . . . The watch industry is making precision instruments for Hitler; factories turning out farm implements are also working for him.

Neither the people nor the workers like the work, but the alternative would be mass unemployment, Nazi propaganda, discontent and a Nazi movement in the country. Whereas now the Swiss — particularly the German-Swiss — make no bones of their opposition to the Nazis and the Nazis know it.

This is all the more surprising as British propaganda is so poor. One Swiss put it to me this way: We are Britain's best friends, but your people make it hard for us. Newspapers arrive in Switzerland three to four weeks old, a very few weeklies about six weeks old. News films do not arrive at all.

Only two documentaries have got through so far: one issued in England before the war, and the other "London Can Take It."

Together with the pictures of bombed London regularly issued, this type of British propaganda has convinced people on the Continent that London is a waste of ruins, that what is left of the population is living in the Tubes or in cellars. The result is that everyone admires the British spirit of defiance and hopes it will win through: but there is no real confidence that this can be done.

The only up-to-date British news is a duplicated Bulletin issued twice weekly by the British Embassy in Berne and which is sent free to subscribers on request. There have been about 25,000 requests for the German edition, but the contents are as dry and uninterestingly presented as an official document; bits of leading articles from the London newspapers and repetitions from the B.B.C. news countering German claims, but never giving any real information about what is happening inside Britain.

To a lesser extent the same criticism is made of the German and French radio transmission from London, which is widely received. Here again, however, the news is mainly international — speeches and long communiqués. These make little impression on listeners in Switzerland. What the Continent seems most anxious to know is what has happened in England since the fall of Chamberlain. Since then they have had no news about our internal development, and a steady flow of information of this kind would do more to counteract the German propaganda that England is ruled by plutocrats than any number of clever replies or counter-sneers.

German business men are constantly crossing the border into Switzerland. In one hotel it is noticeable that the first thing they do is to read the English newspapers — only to find them a month old. They contrast this with the flow of German propaganda. A dozen German illustrated papers are always on sale, some dealing specially with the Luftwaffe, the navy and the army. Then Goebbels publishes every Friday the well-got-up Reich, which is meant for the outside world and which attracts readers by its good maps and interesting-looking matter. There is no British counterpart. New German news films and documentaries arrive every week. Within a week of the fall of Kiev Germans were showing the film of its capture.

Probably the best guarantee for Swiss security is the Gotthard line, which provides a connecting link between Germany and Italy through the heart of Switzerland. It pierces the Alps with 80 tunnels the longest of which is 10 miles long and almost 6,000ft. above sea level; there are also 394 bridges, every one mined by the Swiss army.

The traffic along this line has reached enormous proportions. About 160 trains of German coal trucks cross this line every day. On an average a train comes into Switzerland loaded with coal for Italy every seven minutes. These trains have from 40 to 50 trucks of either 10 or 20 tons. Swiss authorities estimate that every train takes about 600 tons of coal to Italy. Lately there has been an increase of closed goods vans attached to these trains, and there has been much curiosity about their contents and whether they square with the requirements of Swiss neutrality.

The German trucks are in poor condition and have to be overhauled by Swiss before crossing the Alps. They seem to reflect the general condition of the German railways. I heard German business men say the Reich Government now wish they had spent some of